Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

L'Amérique soigne son image

Dans un monde en ébullition, toutes les thèses sont bonnes à prendre, du moins à ne pas négliger. On réduit souvent le «printemps arabe» à un produit mécanique d'une coalition d'intérêts de royaumes arabes moyenâgeux dominés et du complexe militaro-industriel américain dominant. L'étude que publie le Council on Foreign Relations, proche du Département d'Etat, introduit quelques nuances ou pièces supplémentaires à cette grille initiale d'analyse, globalement acceptable(*). Entre le noir et le blanc, les nuances sont plus nombreuses qu'il n'y paraît.

Ainsi, apprend-on que «la montée du radicalisme islamiste continue de menacer les intérêts américains dans le Grand-Moyen-Orient».

Ah bon ? Comment ça ? La menace proviendrait des attaques contre les ambassades américaines, l'instabilité des soulèvements arabes, et «une augmentation de l'activisme politique au sein des mouvements salafistes».

La parade est simple : il suffirait de venir en aide aux «organisations musulmanes» au Moyen-Orient, au Pakistan, en Indonésie et en Europe. «Ces groupes ont désespérément besoin d'aide financière pour poursuivre leur travail», nous apprend-on encore, avant d'énoncer le remède : «Les Etats-Unis devraient s'attaquer à ce déficit de financement.»

Le cadre approprié pour un tel redéploiement serait le Forum mondial contre le terrorisme global (Global Counterterrorism Forum ou GCTF), mis sur pied par le Département d'Etat américain en collaboration avec des gouvernements à majorité islamique (y compris le Pakistan, l'Arabie Saoudite et la Turquie).

Ce forum qui est jugé comme étant «une pierre angulaire de la lutte contre le terrorisme de l'administration Obama», a été lancé en 2011, pour coordonner les efforts des gouvernements et des experts en vue de partager des stratégies efficaces de lutte contre le radicalisme religieux. Il a inspiré la création du Centre d'excellence pour contrer l'extrémisme violent, à Abu Dhabi – l'accent y est mis sur la formation, la recherche et le dialogue entre les organisations non gouvernementales (ONG) et les gouvernements.

L'axe d'effort qui revient avec insistance tient au nerf de la guerre : renforcer financièrement la société civile contre l'extrémisme islamique, à partir d'un effort centralisé qui assure prestige, direction et continuité, effort pour lequel la Turquie est prédestinée.

Le Fonds mondial requis est évalué à au moins 300 millions de dollars et l'engagement à prendre serait pour dix ans, afin d'assurer «une action durable et profondément enracinée».

Les Etats- Unis se voient «désormais idéalement placés pour créer un mécanisme de financement à long terme» qui puisse harmoniser les programmes existants et de nouvelles initiatives. Le modèle historique de référence est celui qui a prévalu lors de la guerre froide et qui a fini par discréditer les systèmes se réclamant du communisme : «Si les choses sont faites correctement, dans huit à dix ans, la théologie et l'idéologie d'Al-Qaïda peuvent devenir aussi attrayantes pour les jeunes musulmans que le communisme l'était pour les Allemands de l'Est».

Cette perspective d'action résulte d'un diagnostic de départ d'apparence simple, voire simpliste : «Al-Qaïda et ses ramifications idéologiques ne fonctionnent pas en vase clos mais se nourrissent des idées qui ont proliféré dans les communautés musulmanes depuis des décennies.» Idées réduites à une combinaison de «littéralisme religieux» et de «conspirationnisme» au cœur de l'idéologie anti-occidentale. Est également accréditée l'idée que la démocratie étant une invention de l'homme, la «loi de Dieu» doit être appliquée à la lettre dans sa «compréhension extrémiste ; le djihad armé étant une obligation pour tout croyant jusqu'à ce que cette loi soit effective».

Pour nombre d'adeptes de cette voie, les Etats-Unis et l'Occident moderne restent «le plus grand obstacle à la domination de l'Islam».

La réaction idoine serait de faire en sorte que ces idées soient «contestées et discréditées» grâce à ce que le document appelle «des récits alternatifs». De quoi s'agit-il ?

Tout simplement d'une action sur le même terrain idéologique que celui des extrémistes. Un peu comme l'extrême gauche combattait «le capitalisme d'Etat» au nom de la pureté révolutionnaire ! Le modèle est, ici, tout indiqué : c'est celui de Khudi, un réseau de campus basé au Pakistan, utilisant l'histoire de l'Islam pour tordre le cou aux thèses radicales, s'agissant notamment de l'acception de la «umma» que les radicaux ramènent à celle de «nation unie contre les infidèles» et non plus seulement de simple «communauté», comme le suggère le sens littéral du mot.

Radical Middle Way, une autre organisation musulmane, basée à Londres, soutient elle aussi nombre d'activités publiques en collaboration avec la prestigieuse Université d'Al-Azhar pour contester le statut de martyrs aux kamikazes qui invoquent Le Coran et pour soutenir une voie démocratique «dans un cadre islamique».

Les militants saoudiens et égyptiens qui préconisent cette voie alternative recourent largement aux réseaux sociaux dans un cadre éditorial destiné à combattre les théories du complot et la victimisation vis-à-vis de l'Occident. Leurs cibles : les mosquées, les centres communautaires, les universités, les prisons et les milieux vulnérables de la jeunesse.

Dans ce qui s'apparenterait à un véritable «manuel de l'anti-extrémisme», il est recommandé de recourir aux arguments du genre :

- «En 2009, Al-Qaïda et ses ramifications ont assassiné plus de musulmans que de non-musulmans. Les musulmans doivent se réapproprier leur foi parce que l'extrémisme islamiste menace le tissu même de l'islam modéré.»

Un tel effort de clarification est jugé d'autant plus nécessaire que la région du Moyen-Orient constitue un terreau social propice à l'éclosion des valeurs extrémistes : populations jeunes, chômage élevé, faible taux de lecture de livres, forte popularité de masse des chaînes de télévision satellitaires. On

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

appréciera, au passage, l'immense désolation humaine que produit la région, en dépit de son aisance financière.

L'objectif affiché n'est pas de «dissuader les djihadistes (ce serait un bonus), mais de s'assurer que des publics potentiels ne croient pas que les thèses extrémistes ne sont pas contestées et sont donc prépondérantes».

Voilà comment les Etats-Unis estiment parvenir à une «ponction de la perception populaire selon laquelle les Etats-Unis sont en guerre contre l'Islam et les musulmans».

A. B.

(*) Ed. Husain, *A Global Venture to Counter Violent Extremism, Policy Innovation Memorandum* N°. 37, Council on Foreign Relations, septembre 2013.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

C'est décidé ! Je me mets à l'italien !

Par Hakim Laâlam
hlaalam@gmail.com

Le nouveau ministre de la Justice rassure : tous les dossiers de corruption en cours continueront d'être traités.

Très bien traités, même !

Maintenant que la justice est vraiment indépendante de sa volonté, que vont devenir l'affaire Sonatrach, Chakib Khelil, le mandat Interpol et le neveu beau gosse et sapé comme un prince ? Pas de panique, les frères ! L'affaire, les affaires vont suivre leur cours. D'abord, dans un premier temps, un incendie va se déclarer subitement tout à coup dans la piscine du siège Sonatrach du Val d'Hydra, à Alger, et l'enquête rapide conclura à la responsabilité directe du maître-nageur dans le scandale Saipem. Ensuite, et si le procès retentissant du maître-nageur ne suffit pas à calmer l'opinion aquatique et subaquatique, on accusera publiquement les agents des joueurs de foot des équipes du MCA, du MCO, et tous les autres agents en chevilles et en short avec Sonatrach d'avoir dilapidé l'argent de notre sous-sol, gazon compris. Ensuite, et si ça ne suffit toujours pas à calmer les cités populaires reliées au black au courant, on enverra tous les magistrats instructeurs algériens en stage de perfectionnement en Italie. Mais pas n'importe où en Italie, à Venise, ville connue pour ses amoureux, mais aussi et surtout pour ces canaux profonds et insondables. Ensuite, si ça ne suffit toujours pas à calmer les morts qui ont voté deux fois aux dernières élections présidentielles de 2009, des statistiques feront alors état d'un boum extraordinaire dans les inscriptions aux cours d'italien dispensés par le centre culturel de ce pays chez nous, les Algériennes et les Algériens ayant tous été touchés par un syndrome foudroyant : l'envie folle de lire la presse italienne. Dans ses pages judiciaires s'entend, bien sûr. Ensuite, si ça ne suffit toujours pas à calmer le frère barbu découvert aux abords du quartier du Télemly, le soir en train de copuler sauvagement avec un cadenas rouillé, le DRS nouvelle version 2.0 fera une descente au domicile de la ménagère de plus de 50 ans coupable d'avoir laissé sa gazinière allumée sans rien dessus à faire chauffer, un délit puni par la loi sur les hydrocarbures de Chakib Khelil, une loi sur le point d'être resoumise à la fiche de paie des députés. Ensuite et enfin, si ça ne suffit pas, nous serons tous invités à refaire un tour dans les écoles, au printemps 2014, et à y glisser des cadenas de notre amour pour Abdekka dans des urnes qui scelleront définitivement la victoire de la démocratie.

En Italie. Pays de l'amour éternel. Et de Cosa Nostra. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.